

LE TEMPS

Guantanamo Jeudi 4 février 2010

Malgré les pressions chinoises, les deux Ouïgours viendront en Suisse

Par Valérie de Graffenried

Malgré les pressions de la Chine, le gouvernement décide d'accueillir deux musulmans chinois, retenus depuis huit ans à Guantanamo. Trois demandes d'asile d'ex-détenus sont par ailleurs toujours pendantes

Après avoir tergiversé, hésité et temporisé, le [Conseil fédéral a fini par trancher](#): la Suisse accueillera à titre humanitaire Bahtiyar et Arkin Mahnut, les deux frères ouïgours de 33 et 45 ans retenus depuis plus de huit ans à Guantanamo sans avoir été accusés, ni condamnés. Malgré les pressions de la Chine. «Nous n'avons pas pris une décision pour ou contre un Etat mais avons agi dans le sens de la préservation de notre tradition humanitaire», a commenté mercredi Eveline Widmer-Schlumpf. La ministre de Justice et police a rappelé que la Suisse s'est toujours engagée en faveur de la fermeture du camp de Guantanamo, qu'elle juge non conforme au droit international.

Amnesty International et la Société des peuples menacés applaudissent. [Le gouvernement jurassien, qui a confirmé mardi sa disposition à prendre les deux frères appartenant à la minorité musulmane de Chine](#), aussi. «Je suis satisfait», déclare son président Charles Juillard. «Nous allons maintenant faire en sorte de pouvoir les accueillir dans les meilleures conditions.» Quant à l'UDC, elle exprime sa colère. Et reproche à la Suisse d'avoir «enlevé une épine du pied de l'Etat américain» sans obtenir de contreparties.

En 2004 déjà

Le Conseil fédéral a dit oui du bout des lèvres, partagé entre la volonté de défendre les valeurs humanitaires, des considérations politico-diplomatiques et la protection des intérêts économiques. Doris Leuthard, qui se rendra deux fois en Chine cette année, notamment en vue d'un accord de libre-échange, était très soucieuse de ne pas heurter cet important partenaire économique. Et a bataillé ferme au sein du Conseil fédéral pour ne pas les accueillir. Mais voilà: la Suisse, qui avait pris des engagements vis-à-vis des Américains, s'est en quelque sorte fait prendre à son propre «piège». Dès le moment où le Jura a confirmé qu'il était prêt à accepter deux ex-détenus, le Conseil fédéral ne pouvait plus faire marche arrière.

Comment en est-on arrivé là? En 2004 déjà, les Etats-Unis, qui avaient admis un an plus tôt avoir arrêté 22 Ouïgours de manière arbitraire en Afghanistan et au Pakistan, avaient demandé à la Suisse si elle était disposée à en accueillir quelques-uns. La réponse était alors négative, par crainte de heurter la Chine. L'Albanie, elle, a dit oui. Changement de paradigme cinq ans plus tard. Le 21 janvier 2009, la Suisse, soucieuse de défendre ses valeurs humanitaires, a fait publiquement savoir, à peine Barack Obama atterri dans ses nouveaux habits de président, qu'elle était prête à «examiner la possibilité» d'accueillir un ou deux détenus «libérables» de Guantanamo.

Les Etats-Unis lui ont alors fourni une liste d'environ quinze dossiers. La Suisse a fait un premier tri, écartant d'emblée ceux qui lui semblaient lacunaires, avec peu de garanties sécuritaires. Il lui est finalement resté trois dossiers jugés fiables: ceux d'un Ouzbek et des deux frères ouïgours. Une délégation suisse est allée les auditionner sur place.

En décembre, la Suisse a décidé d'accueillir l'Ouzbek, le canton de Genève ayant offert de le prendre.

Eveline Widmer-Schlumpf a alors déclaré que le sort des Ouïgours dépendrait de la bonne volonté d'autres cantons. Ni une, ni deux, Charles Juillard s'est empressé de lui rappeler que le Jura s'était déclaré prêt. Les réactions chinoises ne se sont pas fait attendre. Depuis lors, le Conseil fédéral a donné l'impression d'espérer secrètement que le Jura revienne sur sa position pour lui enlever une grosse épine du pied. Ce qui ne s'est pas concrétisé.

La sécurité avant tout

Les frères, tous deux cordonniers, ont confirmé vouloir apprendre le français pour bien s'intégrer. Ils pourraient fouler le sol jurassien dans un mois déjà. Ils bénéficieront d'un permis B et ne pourront pas circuler librement dans l'espace Schengen sans visa. La Confédération prendra les différents coûts en charge, frais qui devraient en partie être remboursés par les Etats-Unis.

Eveline Widmer-Schlumpf a insisté mercredi sur le fait que Bahtiyar et Arkin Mahnut, innocentés par les Américains, ne représentaient aucun risque. Même si l'un souffre de stress post-traumatique. L'aspect sécuritaire a été primordial dans l'évaluation des dossiers, a-t-elle assuré. Et ni les informations fournies par les Américains, ni celles recueillies par les experts suisses ne laissent penser qu'ils aient été ou sont en contact avec des réseaux terroristes. «Nous avons même pris leurs empreintes ADN et n'avons trouvé aucune trace d'eux dans les différentes banques de données existantes», a ajouté la ministre.

Sans surprise, la Chine, qui considère les Ouïgours comme des terroristes présumés, a fait savoir, par le biais du porte-parole de son ambassade à Berne cité par l'ATS, qu'elle était «résolument contre la décision du Conseil fédéral». D'habiles explications diplomatiques seront nécessaires pour calmer sa colère.

La Suisse pourrait-elle accueillir d'autres détenus innocentés de Guantanamo? Pour Eveline Widmer-Schlumpf, la décision de mercredi devrait clore le dossier. Du moins sur le plan politique. Car trois détenus innocentés ont déposé une demande d'asile en 2008: un Algérien, un Libyen et un... Ouïgour.

Toutes trois ont été rejetées par l'Office fédéral des migrations (ODM). Mais, alors que les recours du Libyen et de l'Ouïgour sont encore pendants, le Tribunal administratif fédéral a partiellement admis celui de l'Algérien en décembre dernier. L'ODM doit reconsidérer son dossier. Rien n'exclut donc que lui ou les deux autres puissent à terme trouver refuge en Suisse. Cette procédure particulière a été possible, la Suisse étant le seul pays, avec l'Espagne, à accepter des demandes d'asile déposées à l'étranger. Une particularité qu'Eveline Widmer-Schlumpf veut abolir.